



Intervention de  
Adrian van den Hoven,  
Directeur des relations internationales de BUSINESSEUROPE  
Réunion du 1 février 2011 à Bruxelles

**ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE UE-MERCOSUR  
DÉLÉGATION DU PE MERCOSUR**

Les députés européens,  
Mesdames et Messieurs,

- Je vous remercie de m'avoir convié à participer à la délégation du Parlement européen pour les relations avec les pays du Mercosur
- Je souhaite la bienvenue aux principaux négociateurs émanant de l'UE et à l'ambassadeur de la mission du Paraguay auprès de l'UE. Le Paraguay assurant actuellement la présidence du MERCOSUR.
- Je souhaite également la bienvenue à la Confédération nationale de l'industrie du Brésil (CNI), je la remercie pour sa bonne coopération et pour sa participation en tant que principal partenaire commercial au sein des pays du Mercosur.
- La CNI et le BUSINESSEUROPE collaborent étroitement depuis plusieurs années déjà et ont adopté un programme pragmatique et ambitieux, visant à encourager les relations dans les domaines du commerce et des investissements ainsi que la coopération.

Cycle de DOHA VS. les ALE

- Si BUSINESSEUROPE soutient avant tout une conclusion rapide des négociations de DOHA, nous appuyons sans réserve les autres négociations pour des ALE, notamment l'ALE UE-MERCOSUR. En réalité, la conclusion

d'un accord avec la Corée du Sud suscite une réaction positive dans le monde entier.

## **ARGUMENTS EN FAVEUR D'UN ALE UE-MERCOSUR**

- Les entreprises européennes saluent sans réserve la reprise en 2010 des négociations, qui, nous espérons, aboutiront à la conclusion rapide de l'ALE UE-MERCOSUR d'ici 2012.
- Cet ALE est nécessaire en vue de favoriser l'intensification des échanges entre un marché industrialisé de quelque 500 millions de consommateurs et une région qui se développe rapidement et qui compte plus de 200 millions de consommateurs.
- Mon collègue brésilien abordera les conséquences des **produits agricoles** et expliquera pourquoi nous, les Européens, ne devrions pas redouter cet ALE. Quant à moi, je peux parler des échanges de **produits manufacturés** et inciter les pays du MERCOSUR à ne pas avoir peur d'entretenir des relations commerciales avec nous.
- Marchandises de l'UE exportées dans la région du Mercosur en 2009: **27,2 milliards EUR**
- Marchandises de l'UE importées de la région du Mercosur en 2009: **35,1 milliards EUR**
- Un pourcentage élevé, environ trois quarts, de ces marchandises sont échangées avec le Brésil.
- La récession a réduit l'échange de marchandises de près de 20 % entre 2008 et 2009. Auparavant, chaque année, la croissance était comprise en moyenne entre 10 et 20 % et il semblerait que la reprise des échanges entre l'UE et le MERCOSUR ait démarré fortement en 2010.
- Conclure un ALE est le meilleur moyen de garantir la poursuite de la croissance dans les échanges entre ces deux régions.
  - o Un ALE réduira les incertitudes des entreprises et des investisseurs.
  - o Un ALE garantira à l'UE un accès aux marchés du MERCOSUR qui font actuellement face à des obstacles réels et futurs tels que «BUY BRAZIL» ainsi qu'aux barrières mises en place en Argentine - BUSINESS EUROPE se préoccupe de cette situation. (p. ex. les propositions préconisant la mise en place des droits de douane industriels en raison des préoccupations quant aux importations chinoises).
- **Pourquoi avons-nous besoin de cet ALE?**
  - o Il créera des dizaines de milliers de nouveaux emplois au cours des années à venir dans les deux régions

- Il générera des milliards d'euros grâce à des échanges et des investissements supplémentaires.
- Il stimulera la croissance plus que nécessaire dans les pays de l'UE, sortant ainsi de la récession, et assurera une croissance rapide dans les pays du MERCOSUR.
- Il créera de nouvelles synergies économiques
- Il amortira les coûts des matières premières et assurera à l'Europe un accès aux réserves tout en garantissant aux pays du MERCOSUR un marché fiable pour l'exportation.

#### **Influence de la Chine**

- Ces deux dernières années, l'UE a perdu une part de marché au Brésil au profit de la Chine. La Chine renforce rapidement sa présence en Amérique latine, se concentrant essentiellement sur les matières premières. En outre, la monnaie chinoise, maintenue à une parité artificiellement basse, cause des problèmes aux gouvernements du MERCOSUR, qui voient leur monnaie s'apprécier rapidement - entravant ainsi l'exportation et les contraignant à adopter des mesures protectionnistes.

#### **- Quels sont les enjeux?**

- Nous aimerions observer un temps d'arrêt lors des négociations pour toute nouvelle mesure de restriction commerciale des deux côtés. Ainsi, la confiance des entreprises en ce processus se renforcera.
- Nous souhaitons que tous les produits industriels soient couverts. Nous comprenons que certains sujets sont sensibles mais nous pouvons y remédier, le cas échéant, au moyen de programmes plus longs visant à éliminer les tarifs douaniers.
- Nous espérons que des chapitres seront spécialement consacrés aux barrières non tarifaires afin de s'assurer que ces dernières ne remplaceront pas à l'avenir les tarifs douaniers.
- Nous souhaitons un accord en vue de supprimer progressivement toutes les restrictions aux exportations sur les matières premières dans la mesure où elles entravent les échanges.
- Nous souhaitons une libéralisation totale du marché des services afin de favoriser la compétitivité.
- Nous voulons également ouvrir les marchés publics afin de stimuler la coopération dans les projets d'infrastructure.

#### **- RÔLE DU PE**

- Finalement, je souhaiterais remercier une nouvelle fois les députés européens pour l'intérêt qu'ils portent aux négociations commerciales. Jamais le Parlement européen n'a été un acteur principal dans les négociations commerciales internationales depuis Lisbonne.
- Je me réjouis de collaborer avec vous à l'avenir dans le cadre de ces négociations ou de toutes autres.